

Financer l'Économie à Impact : Comment la Région Sud lève les freins financiers pour faire de l'ESS un levier de croissance stratégique ?

Face à un déficit d'investissement historique, comment l'ingénierie financière peut-elle combler l'écart et permettre à l'Économie Sociale et Solidaire de la Région Sud, moteur de la transition, d'atteindre sa pleine puissance au service des Opérations d'Intérêt Régional (OIR) ?

Le financement de l'ESS, un impératif régional

L'organisation d'un atelier intégralement dédié au financement de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) lors du 17^e Comité d'Ingénierie Financière de la Région Sud – Provence-Alpes-Côte d'Azur, le 4 décembre 2025, n'est pas un geste symbolique. C'est un acte économique fort, qui consacre l'ESS comme un levier central de la stratégie régionale.

Comme l'a souligné **Isabelle Campagnola Savon** en ouverture, l'ESS est une « boussole, un moteur de l'engagement humain, qui donne du sens » et une « promesse d'innovation sociale, d'emploi durable, de solution concrète pour adresser les enjeux de vieillissement, de fractures territoriales et de Transition Ecologique et Energétique (TEE) ». Pour doter le territoire d'une véritable « trajectoire valeur », il était impératif de s'attaquer à la question centrale de l'accès aux capitaux. **L'ouverture des OIR aux entreprises de l'ESS est une traduction opérationnelle forte de cette stratégie.**

Cette nécessité est d'autant plus pressante que l'ESS souffre encore d'un déséquilibre de financement flagrant au niveau national. Le récent rapport de la Cour des comptes cité par **Nadine Richez-Battesti**, a permis de chiffrer cette inégalité : l'ESS représente plus de 13,7 % de l'emploi privé en France, mais ne reçoit que 7 % des aides publiques aux entreprises. Ce déficit met en lumière la fragilité des dispositifs de soutien et le besoin urgent de les structurer. L'atelier du SOFT 2025 visait précisément à construire une réponse régionale à cette faiblesse nationale.

La stratégie régionale : faire de l'ESS un pilier de la croissance responsable

La stratégie régionale repose sur la conviction que l'ESS n'est pas un coût, mais un investissement stratégique. Les données du rapport "Réindustrialisation : l'ESS comme levier de croissance responsable" de la Banque des Territoires confirment cette approche. Le rapport insiste sur le rôle de l'ESS dans la relocalisation et la transition écologique et souligne que l'ESS fait l'objet d'un engouement par « sa capacité à déployer de solutions concrètes et ce, y compris dans les territoires détendus. »

Les quatre orientations de la feuille de route ESS :

- Faire de l'ESS un pilier de l'économie régionale (en garantissant sa croissance).
- Organiser le dialogue entre économie classique et ESS sur les filières stratégiques régionales.
- Répondre aux défis démographiques et territoriaux (vieillesse, fractures rurales).
- Déployer une gouvernance locale claire et assumée.

Financer l'Économie à Impact : Comment la Région Sud lève les freins financiers pour faire de l'ESS un levier de croissance stratégique ?

Le financement de l'ESS : entre promesse d'impact et exigence de rentabilité

La difficulté n'est pas tant la performance de l'ESS que son accès à un capital adapté. La Cour des comptes fait de plus le constat d'un déséquilibre dans l'allocation des aides. Cette situation incite les acteurs et investisseurs privés à se positionner et à relever un double défi :

- **Valoriser l'impact** : Comment intégrer la valeur sociale ou environnementale dans le modèle de rentabilité ?
- **Adapter les outils** : Les structures de l'ESS ont des statuts qui rendent l'investissement en capital classique plus complexe.

La réponse de Fonds Spécialisés

- **Inco**, plateforme mondiale d'investissement à impact, est explicitement positionné comme un acteur qui suit financièrement les projets de l'ESS. L'intérêt d'Inco démontre que le capital-investissement s'engage sur des projets de l'ESS, notamment lorsqu'ils combinent technologie (SAAS) et utilité sociale. Ces fonds spécialisés apportent non seulement les capitaux, mais aussi une expertise dans la mesure et la valorisation de l'impact, cruciale pour rassurer les financeurs plus classiques.
- L'Ambition « **Opération Milliard** » qui structure la création de fonds (fonds de dotation et fonds d'investissement) dédiés à l'impact, visent à combler le manque d'accès au financement. Ce programme de grande envergure cherche à injecter des montants significatifs (en prêts, garanties ou capital) pour que l'ESS puisse enfin changer d'échelle, notamment sur les grands marchés de la transition.
- La **Banque des Territoires** joue un rôle essentiel. Son action vise à mutualiser les outils et à injecter des fonds patients (quasi-fonds propres, fonds d'investissement ESS) pour dérisquer les projets et sécuriser l'investissement privé. La finance publique ouvre la voie, en exigeant un haut niveau d'ingénierie (modélisation financière et évaluation d'impact) pour garantir la qualité des dossiers.

En conclusion, l'avenir de l'ESS en Région Sud dépend notamment de la capacité de la finance publique et privée à s'associer à cette vision, à travailler à des montages complexes et à investir dans le triple dividende : économique, social et environnemental. L'atelier ESS du 17e Comité d'Ingénierie Financière de la Région Sud – Provence-Alpes-Côte d'Azur 2025 a posé les bases de cette alliance. Reste aux acteurs de la finance à transformer ces promesses en contrats signés.